



CRISE

La nouvelle phase de la crise

Michel Husson

LA NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE en Europe est au fond assez claire : il s'agit dorénavant de faire payer aux salariés la facture de la crise. Pour éclairer cette nouvelle conjoncture, cet article cherche d'abord à mettre en perspective la trajectoire de la crise, puis à caractériser les dilemmes de la phase actuelle, et enfin à discuter des enjeux stratégiques de cette nouvelle période.

La crise du capitalisme néolibéral

On ne comprendrait rien des ressorts de la crise actuelle sans prendre un peu de recul. Le point de départ, c'est une autre crise – celle du milieu des années 1970 – qui marque la fin des « Trente glorieuses ». Les politiques habituelles ne réussissant plus à relancer la machine, c'est le grand tournant libéral du début des années 1980. Nous vivons donc depuis 30 ans (les « Trente piteuses » ?) sous un régime de capitalisme néolibéral que l'on peut caractériser à partir de trois grands « faits stylisés » :

1. baisse de la part des salaires et montée du taux de profit ;
2. « ciseau » entre profit et investissement ;
3. montée des dividendes.

Le socle du modèle est la baisse de la part des salaires. C'est un phénomène à peu près universel qui résulte de la non-redistribution des gains de productivité aux salariés, de telle sorte que le partage du surplus entre profits et salaires est modifié au détriment de ces derniers ^{1/}. La modification du rapport de forces entre capital et travail a joué un rôle central dans ce basculement. Cette baisse de la part des salaires permet un rétablissement du taux de profit dans les principaux pays capitalistes, à partir du milieu des années quatre-vingt ^{2/}.

Ce supplément de profit n'a pas été consacré à un surcroît d'investissement : au-delà des fluctuations conjoncturelles, le taux d'investissement stagne, voire s'oriente à la baisse. Le rétablissement du profit a donc servi à autre chose qu'à l'élargissement des capacités productives ou à l'amélioration de la compétitivité. Baisse de la part salariale et stagnation du

taux d'investissement dessinent alors une configuration relativement inédite dans l'histoire du capitalisme qui remet en cause les principales justifications invoquées en faveur de la modération salariale.

Puisque la part des salaires baisse et que celle de l'investisse-

^{1/} Ce constat a donné lieu, en particulier dans le cas français, à des controverses technico-économiques que l'on ne peut résumer ici. Les pièces de ce dossier, notamment le débat avec Denis Clerc, sont disponibles à cette adresse : <http://tinyurl.com/parsal>.

^{2/} Ce constat ne fait pas consensus. Sur ce débat, voir Michel Husson, « Le débat sur le taux de profit », *Inprecor* n° 562-563, juin-juillet 2010, <http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>.



CRISE

ment stagne, il faut bien que quelque chose augmente. La réponse est simple : la principale contrepartie de la baisse des salaires est une véritable explosion des dividendes. En France, on constate ainsi que les dividendes nets représentent aujourd'hui près de 13 % de la masse salariale contre 4 % au début des années 1980. L'évolution est comparable aux États-Unis ainsi que dans d'autres pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni^{3/}.

Mais si la part des salaires baisse et si l'investissement stagne, qui va acheter la production ? Autrement dit quels sont, pour reprendre le terme de Marx, les schémas de reproduction compatibles avec ce nouveau modèle ? Le premier élément de réponse est que la consommation des ménages n'a pas suivi l'évolution de la répartition des revenus. Aux États-Unis, la part des salaires est restée relativement constante, tandis que la consommation des ménages augmentait beaucoup plus vite que le PIB. En Europe, c'est la part de la consommation dans le PIB qui reste à peu près constante, malgré un recul marqué de la part salariale. Dans les deux cas, l'écart se creuse entre part des salaires et part de la consommation, de manière à compenser l'écart symétrique entre profit et accumulation.

Ce nouveau « ciseau » entre salaires et consommation peut s'expliquer de trois façons : le taux d'épargne a baissé (les ménages consommant une fraction croissante de leur revenu) ; la consommation issue de revenus non salariaux a augmenté plus rapidement, compensant la stagnation, voire le recul de la consommation salariale ; enfin le surendettement des ménages a pu soutenir la consommation. Ces trois mécanismes ont joué, de manière différente selon les pays, et on y retrouve toujours le rôle de la finance.

C'est elle qui comble l'écart potentiel entre salaires et consommation, en empruntant plusieurs voies. La première est la consommation des « rentiers » : une partie de la plus-value non accumulée est distribuée aux détenteurs de revenus financiers qui la consomment. La finance introduit de plus un certain brouillage entre salaires et rentes : une partie croissante du revenu de certains salariés prend la forme de rémunérations financières qui peuvent être analysées comme une distribution de plus-value plutôt que comme un véritable salaire. La reproduction n'étant possible que si la consommation des rentiers vient épauler celle des salariés afin de fournir des débouchés suffisants, la montée des inégalités est donc consubstantielle à ce modèle.

La finance a aussi permis, dans plusieurs pays, un développement exponentiel de l'endettement des ménages dont la consommation augmente, non pas en raison d'une progression des salaires mais par baisse du taux d'épargne. Enfin, c'est elle qui permet la croissance à crédit des États-Unis en assurant le financement de leur déficit commercial. Il faut donc y insister : la finance n'est pas un parasite sur un corps sain mais le moyen de « boucler » la reproduction du capitalisme néolibéral. Certes, c'est du côté de la finance qu'a surgi la crise mais celle-ci ne fait que révéler les contradictions

^{3/} Voir Michel Husson, « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *La Revue de l'Ires* n° 64, 2010, <http://hussonet.free.fr/psalirsw.pdf>.

d'une configuration du capitalisme, celles précisément que la finance a jusqu'ici permis de « gérer ».

LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

La finance exerce ensuite un effet en retour sur la configuration d'ensemble, en exigeant une « hyper-rentabilité » de la part des entreprises. On retrouve ici la fameuse norme de 15 % de rentabilité des fonds propres, maintes fois dénoncée, et à juste titre, parce qu'une économie qui croît au mieux à 3 % l'an ne peut offrir durablement un tel rendement à ses actionnaires. Pour essayer malgré tout de répondre à ces exigences, les entreprises n'ont alors qu'un moyen à leur disposition : la compression salariale, et la boucle est bouclée.

Reste la question de fond : pourquoi n'y a-t-il pas eu de reprise de l'investissement accompagnant la remontée du profit ? La raison en est la raréfaction des occasions d'investissement rentable. Le même niveau de rentabilité n'est pas associé à la satisfaction des différents besoins sociaux. Et si l'on raisonne en dynamique, les perspectives de profit ne sont pas non plus les mêmes, selon les gains de productivité potentiels associés aux secteurs où l'on investit. Or, la demande sociale tend à se déplacer vers des secteurs à moindre productivité, tout cela dans un contexte de ralentissement général de la productivité moyenne. Ces évolutions de fond conduisent donc à un rétrécissement du champ de la rentabilité qui explique le ciseau entre le profit qui se rétablit, et l'investissement qui ne suit pas.

Pour être complet, ce schéma doit être plongé dans l'espace de la mondialisation, qui en durcit toutes les articulations. La mise en concurrence des salariés à l'échelle mondiale, et les possibilités offertes aux actionnaires de retirer leurs billes quasi-instantanément accentuent la pression sur les salariés. Cette organisation de l'économie mondiale n'est pas née spontanément : elle a été construite de manière systématique par les gouvernements et leurs émanations supranationales. Les instruments d'une possible régulation à l'échelle mondiale ont été minutieusement éliminés, souvent par ceux-là mêmes qui en redécouvrent aujourd'hui les supposés bienfaits. La conséquence essentielle de cette déconstruction est qu'il n'existe pas d'instance internationale capable de fixer de nouvelles règles du jeu. C'est la raison pour laquelle l'après-crise est caractérisée par un renforcement des rivalités entre les principales puissances capitalistes et, au niveau européen, par une absence à peu près totale de coopération qui débouche sur une politique d'austérité généralisée absolument sidérante. Toutes ces tendances sont encore renforcées par le grand basculement du monde : les marchés les plus dynamiques et la main-d'œuvre la moins chère se trouvent dans les pays émergents, et cette « attractivité » conduit à une déconnexion entre exportations et marché intérieur dont l'Allemagne est un exemple frappant.

Outre la déréglementation universelle et la liberté de manœuvre totale accordée à la finance et aux capitaux, l'économie mondiale s'est structurée de manière très particulière autour du couple Chine/États-Unis. Cela implique que l'ampleur des mouvements de capitaux nécessaires pour financer les déficits extérieurs est venue alimenter les liquidités disponibles et à la recherche d'une hyper-rentabilité.

L'image de l'économie capitaliste avant la crise est donc celle d'une masse énorme de « capitaux libres » alimentée par la compression sala-



CRISE

riale et par les déséquilibres internationaux. Grâce à la dérégulation financière, ces capitaux circulent librement à la recherche d'une hyper-rentabilité que les conditions concrètes de production de surplus ne peuvent garantir que virtuellement. Il est donc logique que cette fuite en avant se dénoue dans la sphère financière, mais cela n'implique en rien qu'il s'agisse d'une crise strictement financière. Désigner la dérégulation financière comme la source de la crise revient à en ignorer les causes profondes.

La crise d'aujourd'hui doit au contraire être comprise comme la crise du schéma néolibéral qui vient d'être décrit et qui lui-même apportait des solutions à la précédente crise. Ce modèle était cohérent, en ce sens que ses éléments faisaient système, mais il était en même temps inégalitaire, fragile, déséquilibré. Il avait et a toujours l'avantage, aux yeux des dominants, de leur permettre de capter une part croissante des richesses produites. Le point important est que ce modèle ne peut plus fonctionner, mais que les capitalistes n'en ont pas de rechange. La période dans laquelle nous entrons est toute entière dominée par cette contradiction : tout va être fait pour revenir au *business as usual*, alors que c'est impossible.

La crise : phase 3

Dans un précédent travail ⁴/ nous distinguons plusieurs phases dans l'évolution de la crise (voir tableau 1). Après la phase 1 du déclenchement, venait la phase 2 de la « reprise », à laquelle devait succéder une phase 3, dite de « sortie de crise ». Trois facteurs conjoncturels étaient identifiés : les stabilisateurs sociaux, la détente du prix des matières premières et les plans de relance. Les stabilisateurs sociaux, c'est-à-dire les dispositifs permettant de maintenir les revenus ou l'emploi (prestations, chômage partiel, etc.) ont effectivement contribué à réduire en partie l'amplitude de la récession. Puis les plans de relance ont permis, dans une proportion qu'il est difficile d'évaluer faute de recul suffisant, de relancer l'activité.

Durant cette phase 2, les contradictions structurelles ont pesé moins fortement sur la conjoncture. La part des salaires a augmenté, en raison d'un freinage du salaire réel moindre que le recul de la productivité. Le repli de l'activité et la remontée des taux d'épargne (particulièrement sensible aux Etats-Unis) ont réduit les déséquilibres mondiaux. Enfin, tant qu'il s'agissait d'injecter des liquidités pour sauver les banques, les institutions européennes, et notamment la BCE, ont réagi de manière relativement coordonnée.

La phase 3 s'est ouverte plus vite, finalement, qu'on aurait pu le prévoir, avec le tournant généralisé vers l'austérité en Europe. Elle est caractérisée par un double renversement de situation. Les effets positifs des facteurs conjoncturels s'épuisent : les coupes budgétaires succèdent aux plans de relance ; les entreprises vont chercher à rétablir leurs marges en réduisant salaires et embauches ; enfin, le prix des matières premières se retourne à la hausse. Et, dans le même temps, les contradictions structurelles se durcissent :

la pression sur les salaires s'exerce à nouveau, rien ne prend le relais du surendettement aux Etats-Unis et

⁴/Michel Husson, « Capitalisme : vers une régulation chaotique », septembre 2009, <http://hussonet.free.fr/impa9web.pdf>.



LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

Tableau 1
De la mini-reprise à la non-sortie de crise

	Phase 2 « Reprise »	Phase 3 « Sortie de crise »
Facteurs conjoncturels ▶ plans de relance ▶ stabilisateurs sociaux ▶ prix des matières premières	Soutien à l'activité	Epuisement des effets positifs ▶ rééquilibrage budgétaires ▶ licenciements et austérité salariale ▶ hausse du prix du pétrole
Contradictions structurelles ▶ répartition des revenus ▶ déséquilibres internationaux ▶ fractionnement européen	Faible intensité	Durcissement ▶ blocage de la demande ▶ fin du surendettement aux Etats-Unis ▶ concurrence intra-européenne accrue
Croissance	Petit rebond	Stabilisation-stagnation
Emploi	Baisse contenue	Ajustement brutal

dans plusieurs pays européens, tandis que la zone euro se retrouve au bord de l'éclatement sous les coups de boutoir des « marchés financiers ».

Les perspectives à moyen terme sont donc assez sombres. Au 3^e trimestre 2010, le PIB de l'Union européenne est encore inférieur de 3,2 % à son niveau d'avant la crise (graphique 1). Et l'emploi ne redémarre pas vraiment : il reste inférieur de 3 % à son niveau d'avant la crise, ce qui correspond à la destruction de 5,3 millions d'emplois dans l'Union européenne à 15. Le chômage, qui tendait à reculer au cours des deux années précédant la crise, a franchi une spectaculaire marche d'escalier, puisqu'il passe de 6,8 % au premier trimestre 2008 à 9,5 % au troisième trimestre 2010. Le nombre de chômeurs est passé sur cette même période de 13 à 18,4 millions dans l'Union européenne à 15. Cependant, cette montée du chômage est sous-estimée si l'on ne tient pas compte des retraits du marché du travail de personnes qui renoncent à chercher un emploi et disparaissent des statistiques du chômage. Sans ces retraits, on peut estimer que le taux de chômage aurait été supérieur de 1,5 point, atteignant 11 % au lieu de 9,5 %^{5/}.

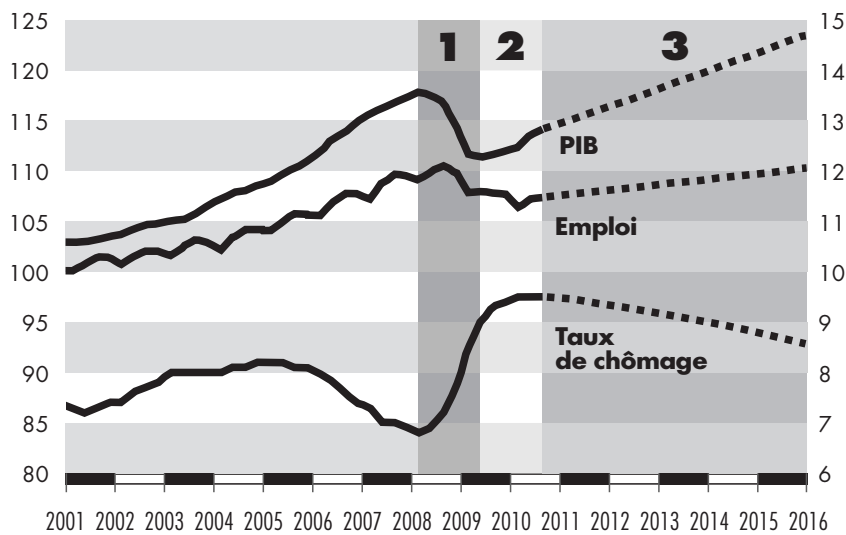
Pour éclairer les perspectives à moyen terme, on s'est livré à un exercice sommaire consistant à prolonger les tendances en postulant une croissance du PIB de 1,5 % par an, et de la productivité de 0,5 %. Moyennant une hypothèse raisonnable d'évolution de la population active, on obtient le résultat essentiel suivant : le taux de chômage ne devrait baisser que très lentement en Europe. Et il stagnerait en cas de retour sur le marché du travail^{6/}.

^{5/} « Le poids de la crise sur l'emploi en Europe », note *hussonet* n° 20, septembre 2010, <http://hussonet.free.fr/empcrise.pdf>.

^{6/} voir la simulation sur la zone euro citée en note 5.

CRISE

Graphique 1
Croissance, emploi et chômage
Union européenne à 15. 2001-2015



1 Déclenchement **2** « Reprise » **3** « Sortie de crise »
 PIB et emploi : base 100 en 2001 (échelle de gauche)
 Taux de chômage en % (échelle de droite)
 Source : Eurostat jusqu'en 2010 ; projection ensuite

Il ne s'agit pas ici de prévoir le cours concret du capitalisme dans les années à venir, mais de présenter un tableau d'ensemble des contradictions auxquelles il va se trouver confronté. Il n'est pas inutile de les résumer à nouveau sous forme de quatre « dilemmes ».

Dilemme de la répartition : rétablissement de la rentabilité ou emploi ?

La crise a brutalement interrompu la tendance du profit à la hausse. Cette dégradation s'explique en grande partie par l'évolution de la productivité du travail qui a fortement baissé, dans la mesure où les effectifs ne se sont que partiellement ajustés au recul de la production. Mais, sous le feu de la concurrence, les entreprises vont chercher à rétablir leurs profits, soit en ajustant les effectifs, soit en gelant, voire en baissant les salaires ^{7/}.

Dans le même temps, les dispositifs tels que le chômage partiel atteindront peu à peu leur limite de validité, de même que les primes à la casse. L'une des préoccupations des organismes internationaux est d'ailleurs de remettre en cause les mesures prises dans l'urgence de la crise. Ainsi une mission du

FMI écrivait, dès 2009, que « les mesures prises pour soutenir la réduction de la durée de travail et l'augmentation des avantages sociaux -

^{7/}Patrick Artus, « S'il n'y a pas baisse de l'exigence de rentabilité du capital, la situation sociale va devenir très tendue », *Flash Natixis* n° 397, septembre 2009, <http://gesd.free.fr/flas9397.pdf>.



LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

aussi importantes qu'elles soient pour accroître les revenus et maintenir la main d'œuvre sur le marché du travail» devraient être « intrinsèquement réversibles »^{8/}. Cet ajustement de l'emploi et des salaires va alors enclencher une nouvelle boucle récessive par compression du revenu des ménages.

Dilemme de la mondialisation : résorption des déséquilibres ou croissance mondiale ?

L'un des principaux moteurs de l'économie mondiale a été, avant la crise, la surconsommation des ménages aux Etats-Unis. Elle peut difficilement être reconduite. La « définanciarisation » amorcée avec la hausse récente du taux d'épargne conduit à une nouvelle contradiction puisqu'une moindre consommation pour un revenu donné signifie aussi une croissance moins dynamique pour l'ensemble de l'économie. La solution choisie par le gouvernement Obama a été exprimée par son conseiller économique de l'époque, Lawrence Summers : « L'économie américaine reconstruite doit être plus orientée vers l'exportation et moins vers la consommation »^{9/}. Mais cette option suppose l'amélioration de la compétitivité des exportations US, qui ne peut être obtenue que grâce à une dévaluation accrue du dollar. Plus récemment, une autre mesure a été prise, consistant en une injection massive de monnaie (*Quantitative easing*). Mais cette orientation ne peut que creuser les déséquilibres de l'économie mondiale. Si la baisse du dollar réussit à s'imposer, elle va en effet peser sur une croissance déjà défaillante en Europe. Combinée avec la création monétaire, elle va ensuite imposer aux pays émergents une réévaluation de leurs monnaies et aura pour effet de fractionner encore plus l'économie mondiale^{10/}.

On retombe sur la même « erreur fatale » : la création monétaire « finance le déficit budgétaire des Etats-Unis qui lui-même finance la consommation des ménages américains »^{11/}. L'incertitude la plus grande pèse désormais sur la trajectoire du dollar et sur le financement par le reste du monde du déficit US. Vice versa, un recentrage de l'économie chinoise réduirait ses excédents mais aussi ses importations dont une grande partie est tirée par ses exportations. Au total, c'est toute la configuration de l'économie mondiale qui est remise en cause.

Dilemme budgétaire : résorption des déficits ou dépenses sociales ? La crise et les plans de relance ont conduit à un gonflement considérable des

^{8/} FMI, Déclaration de la mission du FMI sur les politiques mises en œuvre dans la zone euro, 8 juin 2009, <http://tinyurl.com/fmieuro9>.

^{9/} Lawrence H. Summers, *Rescuing and Rebuilding the US Economy*, juillet 2009, <http://tinyurl.com/lsexpor>

^{10/} Michael Hudson, « US Quantitative Easing Is Fracturing the Global Economy », <http://gesd.free.fr/udsonqi.pdf>.

^{11/} Patrick Artus, « L'économie mondiale est retombée dans sa pire erreur : financer par la création monétaire la consommation des Américains », *Flash Natixis* n° 7, janvier 2011, <http://gesd.free.fr/flas1007.pdf>.

déficits que les gouvernements, notamment européens, ont décidé de résorber, d'autant plus qu'ils n'ont pris aucune mesure pour se préserver des assauts des marchés financiers. C'est ce qu'annonçait Trichet dès 2009 : « le processus d'ajustement structurel devrait commencer, en tout cas, au plus tard lors de la reprise de l'activité économique. En 2011, il faudra intensifier les ef-





CRISE

forts »^{12/}. Mais c'est condamner l'Europe à une faible croissance et à la régression sociale.

Dilemme européen : chacun pour soi ou coordination ? L'Europe est en train d'imploser en tant qu'entité économique. Le processus de fractionnement avait commencé bien avant la crise, mais il a franchi un seuil dans la mesure où les différents pays de l'Union sont inégalement frappés par la crise, en fonction du poids relatif de la finance, de l'immobilier et de l'automobile, et de leur mode d'insertion dans le marché mondial. Une véritable politique économique coordonnée est donc hors d'atteinte, d'autant plus que l'Union européenne s'est volontairement privée des institutions qui permettraient de la mener : pas de budget, pas de politique de change, pas de coordination fiscale. L'Europe de la concurrence « libre et non faussée » est logiquement condamnée au chacun pour soi et l'on assiste à une véritable débâcle du mode de construction choisi.

L'ensemble de ces dilemmes dessine une « régulation chaotique » qui correspond à la navigation à vue du capitalisme entre deux impossibilités : impossibilité (et refus) de revenir au capitalisme relativement régulé des « Trente glorieuses » ; impossibilité de rétablir les conditions de fonctionnement du modèle néolibéral, parce que celui-ci reposait sur une fuite en avant aujourd'hui achevée. L'impasse, encore une fois, se résume à ceci : le capitalisme veut revenir à son fonctionnement d'avant la crise, mais c'est impossible.

De quelques implications stratégiques en Europe

Depuis trente ans, les contradictions du capitalisme ont donc, pour résumer, été surmontées sous forme d'une énorme accumulation de droits fictifs sur la plus-value. La crise a menacé de les détruire. Les gouvernements bourgeois ont décidé de les préserver en disant qu'il fallait sauver les banques. Ils ont donc pris ces dettes à leur compte, sans rien exiger, ou presque, en contrepartie. Il aurait pourtant été possible, à chaud, de mettre des conditions à ce sauvetage, par exemple l'interdiction des produits spéculatifs et la fermeture des paradis fiscaux ; ou encore la prise en charge d'un certain montant de la dette publique que ce sauvetage a fait brusquement augmenter.

Après avoir fait passer la dette du privé au public, il faut maintenant la faire payer par les travailleurs. Cette thérapie de choc prend la forme de plans d'austérité qui sont tous construits sur le même modèle : réduction des dépenses socialement utiles et augmentation des impôts les plus injustes. Il n'y a pas d'autre alternative à cette violence sociale que de faire payer aux actionnaires et aux créanciers le coût du sauvetage de leur système.

Mais ce que doivent aujourd'hui payer les travailleurs européens, c'est aussi la débâcle du projet bourgeois de construction européenne. Avec la monnaie unique, le pacte de stabilité budgétaire, la déréglementation totale de

^{12/} Jean-Claude Trichet, conférence de presse du 2 juillet 2009, <http://tinyurl.com/trichet79>

la finance et des mouvements de capitaux, les bourgeoisies européennes



LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

pensaient avoir trouvé le bon système. En mettant en concurrence les salariés et les modèles sociaux, la compression salariale devenait le seul moyen de régler la concurrence inter-capitaliste et d'approfondir les inégalités favorables à une étroite couche sociale. Pourtant ce modèle mettait la charrue avant les bœufs en présupposant une homogénéité des économies européennes qui n'existait pas. La divergence s'est au contraire accrue entre les pays; les taux d'inflation n'ont pas convergé, et les bas taux d'intérêt réels ont favorisé les bulles immobilières, etc. Toutes les contradictions d'une construction tronquée, que les eurolibéraux découvrent aujourd'hui, existaient avant la crise, mais celle-ci les a fait exploser sous forme d'attaques spéculatives contre les dettes souveraines des Etats les plus exposés.

Derrière l'abstraction des « marchés financiers » il y a principalement des établissements financiers européens qui utilisent pour spéculer les capitaux que leur ont prêtés les Etats à des taux d'intérêt très faibles¹³. Cette spéculation n'est donc possible qu'en raison de la non-intervention des Etats et il faut la comprendre comme une pression exercée sur des gouvernements consentants pour assainir les budgets sur le dos des peuples et pour préserver les intérêts des banques.

Du point de vue des travailleurs, les tâches immédiates sont claires : il faut résister aux plans d'austérité et refuser de payer la dette, qui n'est rien d'autre que la dette de la crise. Le projet alternatif au nom duquel cette résistance sociale peut se déployer repose sur l'exigence d'une autre répartition des richesses. Une telle exigence est cohérente avec l'analyse de la crise : c'est en effet la compression salariale, autrement dit la captation d'une partie croissante de la plus-value par la finance, qui a conduit à l'énorme accumulation de dettes qui elle-même a conduit à la crise.

Cette alternative passe notamment par une véritable réforme fiscale annulant les cadeaux faits depuis des années aux entreprises et aux riches. Elle implique aussi, d'une manière ou d'une autre, l'annulation de la dette. L'incompatibilité est totale entre la dette et les intérêts sociaux majoritaires. Il ne peut y avoir d'issue progressiste à la crise sans remettre en cause cette dette, que ce soit sous forme de défaut ou de restructuration. D'ailleurs, un certain nombre de pays vont probablement faire défaut et il est d'autant plus important d'anticiper cette situation et de dire comment elle devrait être gérée.

L'offensive à laquelle sont confrontés les peuples européens est indéniablement durcie par le corset européen. Par exemple, les banques centrales européennes, contrairement à la *Federal Reserve* des Etats-Unis, ne peuvent monétiser la dette publique en achetant les bons émis par le Trésor. La sortie de l'euro permettrait-elle de desserrer cet étoupe ? C'est ce que propose par exemple Costas Lapavistas dans le cas de la Grèce, et cela comme une mesure immédiate, sans attendre, dit-il, que la gauche s'unisse pour changer la zone euro, ce qu'il pense « impossible ».

Cette idée se heurte à une première objection : le fait que la Grande-Bretagne ne fasse pas par-

¹³/« Qui joue contre l'euro? », note *hussonet* n° 29, décembre 2010, <http://hussonet.free.fr/eurodebt.pdf>.

CRISE

tie de la zone euro ne l'a manifestement pas préservée de l'austérité. Il est par ailleurs facile de comprendre pourquoi l'extrême-droite nationaliste demande la sortie de l'euro, comme c'est le cas du Front National en France¹⁴. En revanche, il est plus difficile de voir quels pourraient être les mérites d'un tel mot d'ordre du point de vue de la gauche radicale. Si un gouvernement libéral était amené à prendre une telle mesure sous la pression des événements, il est clair que ce serait le prétexte pour une austérité encore plus dure que celle que nous connaissons aujourd'hui et que cela ne permettrait en rien, au contraire, d'établir un rapport de forces plus favorable aux travailleurs. C'est la leçon que l'on peut tirer de toutes les expériences passées.

Pour un gouvernement de gauche, sortir de l'euro serait en revanche une véritable erreur stratégique. La nouvelle monnaie serait dévaluée, puisque c'est après tout l'objectif recherché. Mais cela ouvrirait immédiatement une brèche dont profiteraient immédiatement les marchés financiers pour engager une offensive spéculative. Celle-ci enclencherait un cycle dévaluation-inflation-austérité. De plus, la dette, jusque là libellée en euros ou en dollars, augmenterait brusquement du montant de cette dévaluation. Tout gouvernement de gauche vraiment décidé à prendre des mesures en faveur des travailleurs serait assurément confronté à de très fortes pressions du capitalisme international. Mais d'un point de vue tactique, il vaudrait mieux, dans cette épreuve de force, utiliser de manière conflictuelle l'appartenance à la zone euro.

La construction européenne fondée sur la monnaie unique n'est pas cohérente, et en tout cas inachevée. Elle retire une variable d'ajustement, le taux de change, aux différences d'évolution des prix et des salaires à l'intérieur de la zone euro. Les pays de la périphérie ont alors le choix entre geler les salaires comme le fait l'Allemagne depuis dix ans, ou bien subir une baisse de compétitivité et des pertes de marché. Cette situation conduit à une impasse et il n'existe pas de solutions immédiatement applicables : revenir en arrière plongerait l'Europe dans le chaos au détriment des pays les plus fragiles ; et mettre en œuvre une nouvelle logique de construction européenne semble un objectif hors de portée.

Si la zone euro éclatait, les économies les plus fragiles seraient déstabilisées par les attaques spéculatives. Même l'Allemagne n'aurait rien à y gagner, dans la mesure où sa monnaie s'apprécierait de manière incontrôlée, subissant ce que les Etats-Unis cherchent aujourd'hui à imposer à de nombreux pays avec leur politique monétaire. C'est pourquoi l'issue progressiste passe par une refonte totale de l'Union européenne : un budget alimenté par un impôt unifié sur le capital et finançant des fonds d'harmonisation et des investissements socialement et écologiquement utiles, une prise en charge mutualisée des dettes publiques, etc. Mais, encore une fois, cette sortie par le haut n'est pas possible à court terme, non pas par défaut de dispositifs alternatifs, mais parce que leur application

¹⁴/ Front National, « Comment sortir de l'euro ? Les 12 étapes essentielles », <http://digamo.free.fr/eurofn.pdf>.

suppose un changement radical du rapport de forces à l'échelle européenne.

LA NOUVELLE PHASE DE LA CRISE

Que faire alors dans cette conjoncture extrêmement difficile ? La lutte contre les plans d'austérité et le refus de payer la dette constituent le socle de la contre-offensive. Il faut ensuite, pour que les résistances soient renforcées par l'affirmation d'un projet alternatif, travailler sur un tel programme, en articulant des solutions « techniques » avec une explication générale du contenu de classe de la crise¹⁵. La tâche spécifique de la gauche radicale et internationaliste est ensuite de combiner les luttes sociales menées au niveau national avec l'affirmation d'une autre Europe. D'ailleurs, que font de leur côté les bourgeoisies ? Elles s'affrontent sur les politiques à mener parce qu'elles défendent des intérêts qui restent en grande partie nationaux et contradictoires. Mais, dès qu'il s'agit d'imposer l'austérité à leurs classes ouvrières respectives, elles présentent un front commun solidement uni.

Dans l'autre camp, plutôt que souligner les différences, certes réelles, entre la situation des différents pays, l'enjeu est de construire un point de vue internationaliste sur la crise en Europe. C'est le seul moyen de s'opposer vraiment à la montée de l'extrême-droite en proposant d'autres cibles que les boucs émissaires habituels. C'est ensuite le moyen d'affirmer une véritable solidarité internationale avec les peuples les plus fragilisés par la crise en demandant que soient mutualisées les dettes au niveau européen. Il faut donc opposer un projet alternatif au projet européen bourgeois, qui conduit dans tous les pays à la régression sociale. Comment ne pas comprendre que les mobilisations, confrontées à la coordination bourgeoise au niveau européen, ont besoin de s'appuyer sur un autre projet coordonné ? Même s'il est vrai que les luttes se mènent dans un cadre national, elles seraient renforcées par une telle perspective, au lieu d'être affaiblies ou détournées vers les impasses du nationalisme. Que les étudiants londoniens aient manifesté en criant « Tous ensemble, tous ensemble ! » est un symbole de cette aspiration vivante.

La tâche est difficile, comme la période que la crise a ouverte. Mais la gauche radicale ne doit pas s'enfermer dans le choix impossible entre une aventure hasardeuse – la sortie de l'euro – et une harmonisation utopique. Elle doit travailler sur des objectifs intermédiaires qui mettent en cause les institutions européennes actuelles, par exemple :

- ▶ les Etats de l'Union européenne doivent pouvoir emprunter directement auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) à des taux d'intérêt très bas et les banques privées devraient être tenues de prendre en charge une certaine proportion de la dette publique ;
- ▶ il faut mettre en place un mécanisme de défaut, permettant d'annuler leur dette publique, à proportion des cadeaux fiscaux aux riches et du sauvetage des banques ;
- ▶ l'assainissement budgétaire doit passer par une réforme de la fiscalité, visant à taxer, de manière harmonisée au niveau européen, les mouvements

de capitaux et les transactions financières, les dividendes et autres revenus du capital, les grandes fortunes et les hauts revenus.

¹⁵/ Voir le document remarquable du *Bloco de Esquerda* portugais : « On the crisis and how to overcome it », May 23rd 2010, <http://gesd.free.fr/bloco510.pdf>.

CRISE

De tels objectifs ne sont ni plus éloignés, ni plus proches, que le mirage d'une « sortie de l'euro » favorable aux travailleurs. Comme il serait effectivement absurde d'attendre une rupture simultanée et coordonnée dans tous les pays européens, la seule hypothèse stratégique concevable doit prendre comme point de départ une expérience de transformation sociale qui démarre dans un seul pays. Le gouvernement du pays en question prend donc des mesures, par exemple l'instauration d'une taxe sur le capital. Mais il doit en même temps anticiper les mesures de rétorsion dont il va immédiatement être la cible, en instaurant un contrôle des capitaux. Avec cette mesure de protection des mesures prises, il entre ouvertement en conflit avec les règles du jeu européen. Il n'a pas pour autant intérêt à prendre l'initiative de sortir unilatéralement de l'euro, ce qui serait encore une faute stratégique énorme, puisque la nouvelle monnaie serait immédiatement attaquée afin de mettre à bas l'économie du pays « rebelle ».

Il faut donc abandonner l'idée qu'il existe des raccourcis « techniques », assumer l'inévitable conflit et construire un rapport de forces, et la dimension européenne en fait partie. Il existe pour cela un premier point d'appui, qui est la capacité de nuisance à l'égard des intérêts capitalistes : le pays innovant peut restructurer sa dette, nationaliser les capitaux étrangers, etc. ou menacer de le faire. C'est ce que n'ont pas songé à faire, à aucun moment, les gouvernements « de gauche » de Papandreou en Grèce ou de Zapatero en Espagne.

Le principal point d'appui résulte du caractère coopératif des mesures prises. C'est une énorme différence avec le protectionnisme classique qui cherche toujours au fond à tirer son épingle du jeu contre les autres en leur grignotant des parts de marché. Toutes les mesures progressistes, au contraire, sont d'autant plus efficaces qu'elles se généralisent à un plus grand nombre de pays. Il faudrait donc parler ici d'une stratégie d'extension qui repose sur le discours suivant : nous affirmons notre volonté de taxer le capital et nous prenons les mesures de protection adéquates. Mais c'est en attendant que cette mesure, comme nous le proposons, soit étendue à l'ensemble de l'Europe. Conclusion : plutôt que de les opposer, il faut réfléchir à l'articulation entre rupture avec l'Europe néolibérale et projet de refondation européenne.